

**ANNEXE III.4**

**“La communauté internationale se doit d’agir”<sup>1</sup>**

*Dans plusieurs documents des extrémistes Tutsi et leurs comparses Hutu, qui ont fait de l’armée un corps de professionnels du meurtre pour accaparer et conserver le pouvoir, présentent cette dernière comme une véritable armée nationale au service du tout le peuple, toutes ethnies confondues. Malheureusement, l’armée burundaise est devenue l’otage de ces criminels. Nous le faisons en reprenant de longs extraits d’un document de l’organisation humanitaire Amnesty International, document publié le 17.5.1994. Cette organisation prie instamment les gouvernements et les organisations internationales d’exhorter les pays qui fournissent armes, entraînement et toute forme d’aide matérielle aux forces armées du Burundi à user de leur influence pour obtenir des garanties de la part des autorités militaires et civiles, à savoir: que les forces armées, qui sont à l’heure actuelle des machines à tuer au service d’une haine partisane, seront transformées en un organe de protection de tous les citoyens et de toutes les institutions du pays, agissant avec impartialité et humanité.*

(...)

Les membres des forces armées ont mis à sac les provinces, tuant des Hutu dont bon nombre n’avaient pas participé au massacre des Tutsi. Des civils tutsi, parfois aidés ou armés par les forces armées, ont également attaqué des Hutu innocents. Fin 1993, on dénombrait entre 50 000 et 100 000 morts, et un million de personnes avaient fui leur domicile, par crainte pour leur sécurité. Beaucoup d’entre elles sont mortes de froid, de maladie ou de faim dans les camps de réfugiés des pays voisins.

A l’échelle de la planète, ce massacre est l’un des plus meurtriers. Pour le Burundi, il plonge le pays un peu plus loin dans le cycle de violences qui a déjà coûté la vie à des centaines de milliers de personnes au cours des trente dernières années. Ne serait-ce qu’en 1972, plus de

---

<sup>1</sup> AMNESTY INTERNATIONALE : *La communauté internationale se doit d’agir*, Paris, Editions francophones d’Amnesty International, avril 1994 (extrait)

80 000 personnes, appartenant pour la plupart à l'ethnie hutu, avaient été massacrées par les forces armées.

On accuse invariablement les tensions intercommunautaires entre Hutu et Tutsi d'être à l'origine de ces massacres périodiques. C'est une explication bien commode, qui donne l'impression que rien ne pourrait les empêcher. Il existe pourtant une raison plus profonde à ces décennies de tueries : les individus responsables, qu'ils fassent partie du gouvernement ou des forces armées, n'ont jamais été traduits en justice. Cela a fait naître au sein de la communauté tutsi une fausse impression de sécurité, et un sentiment de peur vis-à-vis des forces armées chez les Hutu.

(...)

Les Nations unies ont décidé d'envoyer une mission d'enquête au Burundi, mais celle-ci n'est arrivée sur les lieux qu'à la mi-mars 1994, à la veille d'une nouvelle explosion de violence qui a coûté la vie à 500 personnes. La plupart des victimes étaient des Hutu, massacrés par des membres des forces armées dans la capitale, Bujumbura.

(...)

Un fonctionnaire local de la commune de Muruta (province de Kayanza) aurait quant à lui organisé l'exécution de 90 Tutsi et d'un Hutu appartenant à un parti d'opposition. Les soldats se sont alors livrés au saccage pour venger le meurtre de civils tutsi. Fin octobre 1993, ils ont tué au moins 100 Hutu dans la ville de Gitega, des civils tutsi leur indiquant où habitaient les Hutu. Vers le 22 octobre 1993, des étudiants tutsi ont reçu des armes d'un commandant de gendarmerie de la ville de Ruyigi et massacré au moins 70 Hutu réfugiés dans l'église catholique de la ville. Parmi les victimes figuraient des enfants en bas âge, des femmes enceintes et des personnes âgées.

(...)

Depuis le premier coup d'État de 1965 et jusqu'aux élections de juin 1993, les Tutsi ont dominé la vie politique du pays. Bien que les élections aient modifié l'équilibre politique, les Tutsi ont néanmoins gardé le contrôle des forces armées. Chaque tentative menée par les Hutu pour mettre fin à la domination tutsi s'est immédiatement soldée par des représailles aveugles et meurtrières contre les civils hutu.

(...)

Les forces armées, envoyées officiellement pour pacifier les régions les plus explosives, ont systématiquement lancé des actions de représailles et massacré les Hutu. Les gouvernements précédents dominés par les Tutsi ont refusé toute enquête indépendante et impartiale sur les tueries, arguant que cela nuirait à la réconciliation nationale. Selon Amnesty International, la véritable raison de ce refus est que le gouvernement ne souhaitait pas que sa propre responsabilité et celle des forces armées soit établie à divers niveaux dans ces massacres. L'identité de la plupart des responsables du gouvernement et des forces de sécurité qui ont ordonné, commis ou cautionné ces actes n'a pas été établie et tous sont restés impunis. Cette impunité semble avoir incité les Hutu à se faire justice eux-mêmes, en se vengeant contre des Tutsi innocents, en dépit d'une coexistence pacifique entre les deux communautés. Les civils

tutsi ont eux aussi usé de représailles, souvent avec le soutien des forces armées. Au cours des trente dernières années, cela a fait naître au sein de la communauté tutsi une fausse impression de sécurité, et un sentiment de peur et de défiance totale envers les forces de sécurité chez les Hutu.

(...)

De toute évidence, au cours des premiers jours du coup d'État, bon nombre des membres des forces armées et les civils qui les soutenaient étaient dans l'allégresse. L'atmosphère a toutefois rapidement changé lorsqu'ils ont réalisé que cette tentative était condamnée par le monde entier et qu'elle avait déclenché une terrible vague de massacres des Tutsi par les partisans hutu du gouvernement.

(...)

Il est fréquent que les membres des forces armées utilisent la baïonnette pour tuer des civils non armés. Apparemment, cela leur permet de s'approcher de leurs victimes non armées; la baïonnette est réutilisable et n'attire l'attention ni des victimes ni des témoins potentiels, contrairement aux armes à feu.

(...)

Selon les observateurs, c'est la première fois dans l'histoire sanglante du Burundi indépendant que des Tutsi sont tués en si grand nombre. Les victimes des précédents massacres étaient généralement des Hutu exécutés de manière extrajudiciaire par les forces armées.

(...)

Les actes de représailles ont souvent eu lieu dans des zones non touchées par la violence. Les soldats ont utilisé des baïonnettes, des grenades, des armes automatiques légères et lourdes, des voitures blindées et des hélicoptères. Leurs victimes, parmi lesquelles des bébés, des femmes enceintes et des enfants, ont été blessées ou tuées dans le dos alors qu'elles tentaient de s'enfuir. Il a été signalé à plusieurs reprises que les soldats avaient mutilé des femmes enceintes. Le 31 octobre, à Ngozi, des soldats auraient crucifié et mutilé une femme. Les militaires ont exécuté des Hutu ayant trouvé refuge dans des églises, des écoles ou des dispensaires, particulièrement dans les provinces de Gitega, Karuzi et Ruyigi. Il est arrivé aussi qu'ils protègent ou fournissent des armes à des bandes tutsi pour qu'elles attaquent les Hutu.

Plusieurs jours après la tentative de putsch, des soldats ont abattu au moins sept Hutu réfugiés dans l'église catholique de Kiremba (province de Gitega). La plupart des victimes travaillaient au lycée et au dispensaire locaux. Un témoin a déclaré que plusieurs soldats et un civil étaient entrés dans l'église et avaient emmené une dizaine de personnes qu'ils accusaient d'avoir tué des Tutsi. Quelques instants plus tard, ce même témoin a entendu des coups de feu, et deux enseignants ont été exécutés. Les soldats auraient lié les mains d'un fonctionnaire local et l'auraient torturé à mort. Un représentant local de la justice a également été tué. Il semble que le directeur du lycée ait réussi à prendre la fuite.

Le 2<sup>1</sup> décembre, des soldats ont attaqué une banlieue de Bujumbura appelée Bugarama, et tué cinq Hutu. De nombreuses personnes ont fui l'endroit. Le 6 mars 1994, des hommes armés, identifiés par beaucoup comme étant des soldats, ont massacré plus de 200 Hutu non armés au cours d'un raid nocturne dans le quartier de Kamenge à Bujumbura. Parmi les victimes se trouvaient des femmes et des enfants, ainsi que l'ancien chauffeur du président Ndadaye, ses deux frères et un de ses neveux. L'armée a rejeté toute responsabilité dans cette affaire. Cependant, des témoins ont souligné que l'usage des baïonnettes, ainsi que la rapidité et la haine - avec lesquelles les meurtres avaient été commis - ne laissent aucun doute quant à l'identité des assassins. On aurait retrouvé sur les lieux la carte d'identité d'un sous-officier. Selon les informations reçues, ces massacres étaient en fait une démonstration de force orchestrée par l'armée en réponse au refus de certains civils hutu de Kamenge de déposer leurs armes après un échange de coups de feu avec des gendarmes. Des officiers supérieurs auraient alors annoncé leur intention de faire intervenir l'armée pour désarmer les civils. Ils auraient donc apparemment ignoré les appels lancés par le gouvernement le 5 mars demandant aux forces armées de quitter cette zone et de ne plus attaquer les civils.

Les corps de nombreuses victimes de Kamenge auraient été transportés dans des camions militaires puis jetés dans les rivières Ntahangwa et Rusizi et sur leurs rives à Bujumbura.

(...)

Le commandant de la gendarmerie de la province de Ruyigi aurait distribué des armes à ces lycéens pour leur donner les moyens de riposter en cas d'attaque. Pendant trois jours, ces jeunes et d'autres Tutsi ont attaqué des civils hutu, notamment ceux qui avaient trouvé refuge à l'évêché. Parmi les morts se trouvaient des membres du clergé local, dont un prêtre catholique et un séminariste, Albert Rukarambuzi. Le gouverneur de Ruyigi, qui aurait tenté d'arrêter les massacres, a lui-même été arrêté par le commandant et détenu pendant une semaine. D'après ce que l'on sait, la seule mesure prise par les autorités militaires a été de transférer ce commandant à Bujumbura où il aurait été nommé responsable d'une unité d'intervention dont le personnel et les armes pourront lui servir à perpétrer ou faciliter des violations des droits de l'homme.

Les membres du haut commandement de l'armée ont réfuté toute participation au coup d'État en invoquant le fait que seule une minorité de simples soldats étaient responsables de cette tentative. Cependant, certains des commandants en chef ont assisté à l'arrestation du Président Ndadaye par les soldats du II<sup>e</sup> bataillon de parachutistes et n'ont rien fait pour le protéger.

D'autres membres de l'armée soupçonnés d'avoir participé à la tentative de coup d'État auraient fui le pays. Fin décembre 1993, le gouvernement du Burundi a demandé au gouvernement ougandais d'extrader deux officiers de l'armée burundaise, le commandant Bernard Busokoza et le lieutenant Paul Kamana, tous deux accusés d'être les auteurs de cette tentative. Début 1994, au moins deux autres officiers burundais, sur lesquels pesaient les mêmes soupçons, auraient été vus à Kampala (capitale de l'Ouganda) voyageant en compagnie d'officiers à bord d'un véhicule officiel.

Les forces armées du Burundi continuent à utiliser contre les civils qu'elles sont censées protéger l'équipement envoyé par les pays étrangers. La France et l'Allemagne sont au nombre des pays qui ont fourni un entraînement militaire et un équipement à l'armée et à la

gendarmerie burundaise, qui comptent à elles deux 18.000 hommes. Amnesty International s'inquiète du fait que cette formation n'a nullement changé l'état d'esprit des forces armées burundaises, lesquelles persistent à violer les droits de l'homme en toute impunité. La France a fourni des armes, notamment des véhicules blindés, des hélicoptères et des pièces d'artillerie. Certains blindés proviennent également de l'ex-Union soviétique".

ANNEXE III.5

**Lettre ouverte des habitants de la Commune Kanyosha  
au Président de la République a.i.**

*Plus d'une fois, les populations Hutu ont remis en cause les opérations dites de "désarmement de la population", car leur objectif réel est de casser du Hutu, si l'on en juge par les massacres de civils, les destructions ou les vols de biens matériels. Voici un exemple précis de ce genre de crimes au nom de la loi.*

République du Burundi  
Province de  
Bujumbura Rural  
Commune de Kanyosha

Muyira, le 17 mai 1994

**Lettre Ouverte à Son Excellence Monsieur  
le Président a.i.  
de la République du Burundi**

Excellence Monsieur le Président,

Nous avons l'insigne honneur de nous adresser auprès de votre haute autorité pour vous faire part de nos inquiétudes et surtout pour vous mettre au courant des exactions perpétrées par des militaires dans certains endroits de la Commune Kanyosha depuis le 30.01.1994.

En effet, Excellence Monsieur le Président, la population de la Commune de Kanyosha est complètement désolée par des actes combien ignominieux posés par certains éléments de l'armée dans certaines de ses zones et profite de cette occasion pour lancer un vibrant cri d'alarme à votre magnanimité.

Il n'est un secret pour personne, Excellence Monsieur le Président, depuis le début de cette crise qui endeuille notre pays, la vie socio-politique a été indiciblement touchée, le tissu social déchiré et cela à plus d'un titre.

La bile va atteindre le degré le plus scabreux avec la politique du désarmement de la population, derrière laquelle certains éléments de l'armée en complicité avec des civils Tutsi, se cachent pour commettre des forfaits abominables.

On l'a toujours dit et on ne le dira jamais assez, les problèmes qu'endure la population burundaise ont été depuis longtemps posés avec tartuferie et partant n'ont jamais trouvé de solutions adéquates. Nul donc n'ignore que l'armée constitue un handicap majeur au rétablissement de la confiance entre les différentes composantes de la nation.

Actuellement, les hautes autorités que vous êtes, vous et vos collaborateurs, ne vous laissez jamais de déployer tous les efforts pour que tout le peuple burundais retrouve la paix; malheureusement, des éléments pernicious, animés d'un esprit séditionnel ne vous permettent pas d'aboutir aux attentes d'une nation démocratique et forte.

C'est ainsi que la politique du désarmement que vous avez initiée, replonge hélas, le pays dans la désolation la plus horrible de par les dégâts humains et matériels déjà enregistrés dans certaines zones des communes de la Province de Bujumbura-Rural et de la Mairie.

Excellence Monsieur le Président, la population attendait beaucoup de l'armée, malheureusement, et il est à signaler une fois de plus, elle est tellement déçue qu'elle présente une motion de non confiance à ce corps qui sème la terreur et la désolation.

Nous constatons actuellement que le désarmement a pris une allure contraire aux objectifs que le gouvernement s'était assignés, puisque il s'est transformé en la chasse à l'homme par militaire interposé. Pour ce faire, nous allons donc vous décrire comment la scène des massacres des populations innocentes par les militaires s'est déroulée dans certains endroits de la Commune Kanyosha en date du 08.05.1994 et cela sous le chapeau de désarmement.

A ce propos, notons que le lieutenant Colonel-Lucien Ruyiri, dans une réunion tenue par le gouverneur de Bujumbura-Rural en date du 10.05.1994, nous a bien précisé qu'il leur avait donné une mission écrite de respecter les personnes et leurs biens. Malheureusement il a lui-même reconnu la désobéissance de ses troupes sans pour autant nous préciser les sanctions prises à leur égard.

Tout commence très tôt le matin. Un détachement des militaires en provenance d'Isale, qui avait passé la nuit dans les parages de Kirombwe, lance une attaque sur ce petit centre. Les habitants de ce centre sont éveillés par des crépitements des armes à feu et des bruits des portes, fenêtres ou vitres cassées. Tout le monde est dans le collimateur puisque le centre a été minutieusement étudié, les maisons et boutiques identifiées.

Les militaires tirent sur tout ce qui bouge, cassent tout ce qu'ils trouvent dans les maisons et boutiques, pillent argent et objets de valeurs, boivent et cassent tout ce qui sent la bière et emportent tout ce qui est boîte de conserve au moment où d'autres parmi eux achèvent à la baïonnette toute personne qu'ils avaient déjà abattue par balle.

Cette scène macabre n'a pas commencé par Kirombwe par simple fait du hasard, puisque ces militaires étaient guidés par un certain Nahimana Oswald, fils de Bandira Jean natif de la colline et bien vêtu de tenue militaire. 15 personnes, hommes, femmes et enfants, sont sommairement assassinés, leurs biens pillés, d'autres cassés, faute de moyen d'assurer leur transport.

Parmi les victimes de Kirombwe, on a enregistré celles qui ont été tuées par des grenades.

Au même moment, un autre détachement dépêché au Centre de Muyira commettait exactement les mêmes exactions contre les populations innocentes traquées dans leurs lits. Tout Muyira a été réveillé par les crépitements d'armes automatiques, cerné par des militaires drogués, qui tiraient et cassaient tout ce qu'ils trouvaient sur leur passage. Cette barbarie poussée au paroxysme a provoqué le massacre de 27 personnes qui ont succombé sous les coups des balles ou des baïonnettes enfoncées au niveau des carotides. Après l'assassinat

Ignorant le des habitants de Muyira et Kirombwe, ces militaires se sont rassemblés à Muyira pour évaluer les dégâts matériels et humains aloués à leur plan. Tout cela s'est passé dans une ambiance de fête car la bière coulait à profusion.

Avant de regagner Isale, ils n'ont pas oublié de poser cette fois-ci des mines anti-personnelles dans les maisons des victimes, dans les champs et devant les maisons des rescapés, voire même sur les cadavres. Au rythme des chants ils quitteront alors Muyira aux environs de 13h00. Signalons que les photos du Président Melchior Ndadaye trouvées dans les maisons des victimes ou des rescapés ont été déchirées ou brûlées. Est-ce une façon de désarmer la population ?

Le même soir, un autre détachement des militaires, cette fois-ci en provenance de Bujumbura via le Campus Kiriri lance un assaut musclé sur la colline Kavumu sous le guide d'un Tutsi en tenue militaire, le nommé izimana Sylvestre, fils de Ndabambarire, un déplacé vivant au Campus Kiriri et natif de la colline Kavumu.

Ce détachement se scinde en trois groupes pour commencer les hostilités en même temps sur les sous-collines de Kavumu. La population en débandade parvient quand-même à s'échapper et ces militaires ne feront que trois victimes dont deux hommes et un enfant.

A défaut des victimes humaines à la manière de Muyira et Kirombwe, ces militaires s'en prennent aux biens et maisons qu'ils cassent sans vergogne.

Ce même jour, un autre détachement venu de Bujumbura et qui a transité par Ruyaga guidé par un certain Bonaventure; élève au Lycée du Lac Tanganyika, a effectué une mission de reconnaissance des centres des déplacés de Musaga avant de rejoindre un autre détachement qui les attendait au Campus Kiriri.

Nous vous signalons ensuite, Excellence Monsieur le Président, que toutes les victimes de la zone Muyira n'étaient que des personnes vivant régulièrement dans cette zone et qui n'ont aucune relation avec les bandes de Kamenge.

A tous ces assassinats, faut-il ajouter d'autres forfaits commis par les militaires à Mwico à 15 km de Bujumbura sur la R.N. 7 Bujumbura-Source du Nil où ils avaient assassiné atrocement 6 personnes en dates du 30.04.1994 et du 1.05.1994. Vous trouverez en annexe la liste de nos victimes.

Nous ne passerons pas sous silence le fait que la grande partie de la population de la commune loge actuellement dans les marais de peur d'être massacrée dans leurs habitations par les militaires. Vous pouvez vous-même Excellence Monsieur le Président vous imaginer les conséquences incalculables de cette situation.

Faisant suite aux exactions perpétrées par les militaires à l'endroit des paisibles citoyens, toute la population de la commune de Kanyosha partage les mêmes inquiétudes avec le groupe parlementaire FRODEBU dans sa lettre adressée à la Nation.

Excellence Monsieur le Président, voici les recommandations de la population de la Commune Kanyosha concernant la politique de désarmement initiée par le gouvernement afin d'éviter la misère du peuple.

1. Nous constatons que derrière la politique de désarmement certains militaires ont un plan bien précis: Tuer, piller, incendier. Et cela pour une partie de la population à savoir celle de l'ethnie Hutu. Sur cela la population de la Commune Kanyosha exige la révision de cette politique et sa mise en application.
2. Si la population s'est armée c'est parce qu'il y a une raison car tout effet a une cause. La population de la Commune Kanyosha demande donc au gouvernement d'analyser d'abord pourquoi la population s'est armée avant d'envoyer les militaires pour massacrer la population.
3. Conscient que la résolution des problèmes burundais ne réside que dans la levée du blocage au niveau de l'armée, elle recommande au gouvernement d'étudier dans les plus brefs délais l'accès des Hutu dans ce corps.
4. La population de la Commune Kanyosha, après avoir condamné avec toute sa dernière énergie les massacres de Mwico, Kirombwe, Muyira et Kavumu et ailleurs exige que les militaires et les civils qui en sont responsables soient exemplairement punis. Elle exige également que la population sinistrée soit indemnisée.
5. La population de Kanyosha rejette catégoriquement les manoeuvres entreprises par les militaires en connivence avec les civils Tutsi pour massacrer la population sous le prétexte de poursuivre les bandits venus d'ailleurs.
6. Enfin la population de la Commune de Kanyosha demande que l'institution présidentielle soit rétablie dans les meilleurs délais.

Ainsi, Excellence Monsieur le Président, si les recommandations ci-haut citées étaient mises en applicaiton, la population de la commune Kanyosha est convaincue que la confiance en l'armée qui a manqué de la part de la population et l'indiscipline qui caractérise certains éléments de l'armée seraient toutes résorbées à jamais et le Burundi recouvrerait la paix et la tranquillité.

Dans l'espoir d'une suite favorable que vous voudrez bien réserver à notre cri d'alarme, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération

Pour la population de la Commune Kanyosha

*C.T.P.I. à :*

- Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale à Bujumbura
- Monsieur le premier Ministre à Bujumbura
- Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU à Bujumbura
- Madame et Monsieur les Ministres (Tous)
- Monsieur le Représentant des Corps Diplomatique et Consulaire à Bujumbura (Tous)
- Monsieur le Représentant des ligues des droits de l'Homme (Tous)
- Monsieur le Représentant des confessions religieuses (Tous)
- Monsieur le Gouverneur de Bujumbura à Isale
- Monsieur le Commandant de la Région Ouest
- Monsieur le Commandant de District de Bujumbura Rural
- Monsieur l'Administrateur a.i. de la Commune Kanyosha

*Liste des victimes des actes de désarmement de la population  
par les militaires dans la commune Kanyosha*

|     | Nom              | Prénom      | Lieu     | Age    |
|-----|------------------|-------------|----------|--------|
| 1.  | Birikunzira      | Ferdinand   | Muyira   | 54 ans |
| 2.  | Bancirimisi      | Appolinaire | Muyira   | 47 ans |
| 3.  | Bigirindavyi     | Louis       | Muyira   | 44 ans |
| 4.  | Barakamfitiye    | Filbert     | Muyira   | 24 ans |
| 5.  | Sinzobavuna      | Janvier     | Muyira   | 48 ans |
| 6.  | Ntahombaye       | Jacques     | Muyira   | 56 ans |
| 7.  | Nzeyimana        | Gordiane    | Muyira   | 18 ans |
| 8.  | Bukuru           | Berchmans   | Muyira   | 32 ans |
| 9.  | Ndabanekeye      | Oscar       | Muyira   | 40 ans |
| 10. | Bandyambona      | Ornodis     | Muyira   | 22 ans |
| 11. | Mpitabavuma      | Michel      | Muyira   | 75 ans |
| 12. | Hicuburundi      | Serges      | Muyira   | 24 ans |
| 13. | Masamvya         | Patrice     | Muyira   | 81 ans |
| 14. | Cewusi           | Nurwabazige | Kirombwe | 17 ans |
| 15. | Gatete           | Bosco       | Muyira   | 36 ans |
| 16. | Kaboko           | Georges     | Muyira   | 29 ans |
| 17. | Gahungu          | Godefroi    | Muyira   | 5 ans  |
| 18. | Ngirimana        | Charles     | Muyira   | 3 ans  |
| 19. | Bugabo           | Séverin     | Muyira   | 44 ans |
| 20. | Butoyi           | Georges     | Kavumu   | 56 ans |
| 21. | Ndabaruhire      | Boniface    | Kavumu   | 75 ans |
| 22. | Bigamo           | Georges     | Kavumu   | 8 ans  |
| 23. | Nicimbizi        | Jean        | Muyira   | 2 ans  |
| 24. | Gafuku           | Zénon       | Muyira   | 11 ans |
| 25. | Nduwimana        | Charles     | Muyira   | 9 ans  |
| 26. | Gatama           | Isidore     | Kirombwe | 67 ans |
| 27. | Bucumi           |             | Kirombwe | 64 ans |
| 28. | Ntahonkiriye     | Thomas      | Kirombwe | 58 ans |
| 29. | Ntahomvukiye     | Isaac       | Kirombwe | 19 ans |
| 30. | Ndikumana        | Jeanne      | Kirombwe | 17 ans |
| 31. | Babapfanyimihigo | Juvéna      | Bigoma   | 22 ans |
| 32. | Barukayose       | Gipiriri    | Bigoma   | 13 ans |
| 33. | Mahaha           | Samuel      | Buhonga  | 35 ans |
| 34. | Ntahomvukiye     | Théodor     | Buhonga  | 48 ans |
| 35. | Nshimirimana     | Pascasie    | Buhonga  | 10 ans |
| 36. | Uwmungu          | Anatolie    | Kirombwe | 54 ans |
| 37. | Ndikumana        | Agnès       | Kirombwe | 35 ans |
| 38. | Nahimana         | Odette      | Kirombwe | 21 ans |
| 39. | Ndizeye          | Denise      | Kirombwe | 59 ans |
| 40. | Nzeyimana        | Célestine   | Kirombwe | 42 ans |
| 41. | Ndegamiye        | Thérence    | Ico      | 38 ans |
| 42. | Ntikantunga      | André       | Ico      | 40 ans |
| 43. | Bizimana         | Claver      | Ico      | 5 ans  |
| 44. | Ntezimana        | Fabiola     | Ico      | 11 ans |
| 45. | Bagajije         | Léonard     | Kirombwe | 3 ans  |

|     |          |          |          |        |
|-----|----------|----------|----------|--------|
| 46. | Karabona | Anastase | Kirombwe | 38 ans |
| 47. | Kabura   | Charles  | Muyira   | 9 ans  |
| 48. | Misago   | Chantal  | Kavumu   | 15 ans |

Cette liste n'est pas exhaustive, car il y a eu 10 personnes en provenance d'Isale (qui allaient vendre leur marchandise à Bujumbura) qui sont tombés dans cette embuscade de Muyira et leurs noms restent toujours inconnus.

**Les signataires :**

|     | <b>Nom</b>    | <b>Prénom</b> | <b>Signature</b> |
|-----|---------------|---------------|------------------|
| 1.  | Ndabakeneye   | Evariste      |                  |
| 2.  | Bamboneyeho   | Epimaque      |                  |
| 3.  | Nyankurubike  | Christophe    |                  |
| 4.  | Hatungimana   | Rénovat       |                  |
| 5.  | Barumunungu   | Sévérin       |                  |
| 6.  | Nsabimana     | Louis         |                  |
| 7.  | Mpebeye       | Dieudonné     |                  |
| 8.  | Barandagiye   | Jean Marie    |                  |
| 9.  | Kubwimana     | Alexis        |                  |
| 10. | Manirakiza    | Aimé Robert   |                  |
| 11. | Gahungu       | François      |                  |
| 12. | Ntibazankiza  | Salvator      |                  |
| 13. | Mvuyekure     | Déogratias    |                  |
| 14. | Ndikumana     | Mariane       |                  |
| 15. | Gaseko        | Norbert       |                  |
| 16. | Bandyatuyaga  | Calinie       |                  |
| 17. | Ngenzirabona  | Générose      |                  |
| 18. | Mvuyekure     | Répérate      |                  |
| 19. | Mpitabakana   | Dieudonné     |                  |
| 20. | Baransagiriye | Bonaventure   |                  |
| 21. | Nkiriho       | Vincent       |                  |
| 22. | Nzeyimana     | Evariste      |                  |
| 23. | Nsanankiye    | Zénon         |                  |
| 24. | Ndikumana     | Honoré        |                  |
| 25. | Buregeya      | Roger         |                  |
| 26. | Misigaro      | Euphrasie     |                  |
| 27. | Ntahonkiriye  | Georges       |                  |
| 28. | Barankaniye   | Mélanie       |                  |
| 29. | Ntaruteso     | Diomède       |                  |

## ANNEXE IV.1

### **Méfiez-vous des pièges !**

*Le parti Uprona recourt à tous les moyens pour abattre le FRODEBU. En plus des écrits et propos incendiaires de ses dirigeants, il se sert aussi du tract et de la rumeur, deux armes particulièrement dangereuses dans une société orale, où n'existe pas encore d'Etat de droit ni de presse non partisane.*

### **Hari imitego murasimbe ! Badasigana,**

#### Twari mu nzira nziza

Italiki 3 Nyakanga 1987, Prezida Buyoya yabogoye igihugu. Abadasigana, tumufata mu mugongo : akomeza ubumwe, abusubiza itoto, twemeza amasezerano y-Ubumwe bw-Abandi. Twemera gusangira.

Bukeye, Abadasigana twongera iciza mu kindi, dutora Ibwirizwa Shingiro. Aho, twari twemeje intwari rusangi ishingiyeye ku migambwe myinshi. Ariko dusaba icyo migambwe guhiganwa gishingantahe, idasobanura abarundi, itavangura, idateranya, idakwega urwimo, irondera iterambere rya bose. Iyo nzira nziza, ni yo twiyemeje gucamwo twebwe abadasigana. Mugabo, hari abariko barayitegako imitego, bitwaje imigambwe ngaho mu ntarayacu ya Bururi. Tuyibarangire muzoyisimbe.

#### Umutego wa mbere: ni Amacakubiri

*Abo bateranya bavuga iki? Bakora ngw-iki? Bavuga ngo UPRONA ni iy'abatutsi ! Ngo injira mu mugambwe wacu w-abahutu. Hari n-ikomine umuntu yadutse ataramura mu kabare abo badasangiye ubwoko. Nimba bitarashika aho iwanyu, muragaba! Nimba vyarashitse, muratera utwatsi. Ukwo kuvangura abarundi, ukwo gukumirana, ni vyo vyakweze intambara mu gihugu mu 1965, mu 1972, mu 1988, n-ejo bundi. None bagomba kudasubiza mu nduru ?*

*Abadasigana murabikunkumura: nta miborogo mu ngo zanyu. Nta miborogo mu gihugu! UPRONA n-umugambwe w-abahutu, w-abatutsi n-abatwa kuva aho ku gacimbiri gushika ku nzego nkuru. Ni ivyo mukoza ko urutoke. Murabumbatirana rero, mugumye amahoro : ni ho hari inyungu.*

#### Umutego ugira kabiri : ni inda

Hari imigambwe yindi yosha abadasigana iti: ni muve muri UPRONA, ni muve muri JRR na UFB, mwinjire mu mugambwe wacu, tuzobaha amafaranga, tuzobaha inzoga, akazi, tuzobaha itongo rya naka, igitungwa ca naka, inzu ya naka. Ikibabaje n-uko hari abemera izo ndoto, cane cane mu rwaruka. Abadasigana, mwibuke: iyo mihango y-itunga utabiriye akuya yamyeho. Kandi yamye idukwegera ahatemba, abasunitswe ngo bakwege idwano aha mu gihugu, babasunikisha imihango y'amahera n-amatungo!

Mbere akarorero twotanga i *Rumonge* ariyo komine ya mbere mu Burundi irangurirwamwo imigambi ngirakamaro kandi izimvye cane tutibagiye n-ayandi makomine hariko harubakwamwo canke bubakamwo amavuriro, amashule, amazi aciye mu miringoti n-ibindi...

Badasigana

Kw-igenekerezo rya 13 Nyakanga 1992, aho nyene mu Rumonge abarongoye umugambwe FRODEBU, bariyadukije bavuga ko imyaka 30 irangiye Uburundi buronse intahe yo kwikukira, ko iyo myaka yose hari igifungu n-umwijima, ngo bamaze mu gahoto, akagaye, ubugunge n-agacinyizo.

Badasigana ntimwumva ko ari akamaramaza ? none intahe yo kwikukira yo ba ataco yabamariye ? Hari umurundi w-umutima yokwifuza kugarukana "zana isake, zana amasoro ?"

Mbere baratweretse ko bifuzwa ko igihugu cosigara umurara ntitugire abaturongoye kuva ku mukuru wa zone gushika ku nzego zo hejuru. None abo bantu bifuriza ineza Uburundi n-abarundi ? Haba namba. Ahubwo murabarabe neza.

Kuko demokrasi nyakuri irondera ineza y-abanyagihugu bose idasobanuye ata n-umwe asigaye inyuma.

Abo ba FRODEBU rero, ntibaratahura ko demokrasi atari ugurtyoza abategetsi kandi basotera ivyicarwo vyabo. Bari bakwiye kurindira amatora, ikinyoma, kigaheza kigakubitirwa ahabona. Uwurushijwe akemera ko arushijwe, agasonera amabwirizwa n-amategeko y-igihugu.

Uturorero ni twinshi ariko aha nagomba kubabwira umuhungu umwe ava muri komine Mugamba yitwa ko yize yakubise se amuziza ko batari mu mugambwe umwe kandi basangiye amaraso. Twari tuzi ko imigambwe myinshi izoza iduteza imbere ! Turiyamirije abo bose bitwaza igikenye kandi badafise ukuri none uwo muvuyeyi yazize iki ?

Badasigana tubasavye kandi kuba maso kuko inkozi z-ikibi ziri kwinshi kandi zibonekeza kwinshi. Nivyo mwibonera, ibitara vya Leta n-ivyabanyagihuru vyaheze babiturira.

None twovuga ko baturonderera ineza ? Canke bazorondera ibindi bishasha batera ? Haba namba. Kuko yaba batwifuriza ineza boteye ibindi vyinshi imisozi yose igafukwa n-ibiti.

Badasigana

Amacakubiri, inda ndende, ikinyoma n-imatego UPRONA yasimvye muri 1962 : itahukana intsinsi, ishikiriza intahe Uburundi. Mbere buca duhimbaza iyo ntsinsi ya UPRONA !

Mu<sup>2</sup>ze mwese, abakuze n-abato, abagabo n-abakenyezi dusubire dushigikire intahe, amab<sup>o</sup>ro n-ubumwe, twibuke *Rwagasore* yiguze *Uburundi*.

Iyo <sup>1</sup>itego twayisimvye kuko dushize hamwe muri UPRONA : abahutu, abatutsi n-abatwa. N-<sup>e</sup>j<sup>o</sup> dufatanye urunani, tuzotsindira amahoro ! Nayo Umugambwe usobanura abarundi mu ban<sup>d</sup>i, uzozimate, uzorumbe nk-iyambere.

Tug<sup>i</sup>e amahoro n-Umugambwe w-Abadasigana UPRONA.

## ANNEXE IV.1 bis

### *Militants de l'UPRONA, il y a des pièges ; évitez-les*

#### Nous étions sur le bon chemin

Le 3.09.1987, le Président *Buyoya* a sauvé le pays du gouffre. Nous militants de l'UPRONA l'avons soutenu. Il a consolidé l'unité en lui redonnant son sens véritable. Nous nous sommes prononcés pour l'Unité des Barundi par référendum. Nous avons accepté de tout partager.

Quelques temps après, Nous militants de l'UPRONA avons posé un autre geste mémorable. Nous avons dit massivement oui à la nouvelle constitution qui introduisait le multipartisme dans notre pays. Cependant, nous nous sommes convenus que les partis politiques devaient concourir en toute dignité, sans créer de division au sein des Barundi, sans exclusion aucune, sans provoquer la guerre, en cherchant plutôt le progrès pour tous. Voilà le bon chemin que nous nous sommes tracé, nous les militants de l'UPRONA. Seulement voilà ! Des individus sont entrain d'y tendre des pièges, au nom des partis politiques, notamment dans notre Province de *Bururi*. Nous vous renseignons donc sur ces pièges pour que vous les évitiez.

#### Premier piège: les divisions

Que disent les semeurs des divisions ? comment travaillent-ils ? Ils disent que l'UPRONA est le parti des Tutsi et invitent donc les gens à entrer dans le parti des Hutu. Je connais même une commune où quelqu'un est entré dans un débit de boissons et fait sortir tous ceux qui n'étaient pas de son ethnie. Si le cas ne s'est pas encore présenté chez vous, restez quand même vigilants ! Si le cas est déjà arrivé, il faut dénoncer un tel comportement. Car ces divisions, ces exclusions nous ont valu les guerres de 1965, 1972, 1988 et la dernière. Et voilà que ces semeurs de troubles cherchent à nous replonger dans la guerre.

Militants de l'UPRONA, rejetez loin ces gens-là. Evitez les cris de détresse chez vous. Evitez la désolation dans le pays. L'UPRONA est le parti des Hutu, des Tutsi et des Twa depuis la cellule jusqu'au sommet. C'est évident. Moralité: restez tous unis, gardez la paix: c'est là votre salut.

#### Deuxième piège: la corruption

Certains partis politiques corrompent les militants de l'UPRONA en disant: quittez l'UPRONA, quittez la J.R.R. et l'U.F.B. pour adhérer à notre parti. Nous vous donnerons de l'argent, nous vous donnerons de la bière, nous vous donnerons du travail, nous vous donnerons la propriété d'un tel, sa maison, sa vache. Le plus triste de tout cela est qu'il y en a qui prêtent foi en ces rêves, surtout parmi la jeunesse. Militants de l'UPRONA, souvenez vous. Cette corruption a toujours existé, des gens se sont enrichis ainsi sans avoir travaillé. Malheureusement ce sont ce genre de pratiques qui nous ont toujours valu des tragédies. Tous les individus poussés à provoquer la guerre civile ont été à coups d'argent et de richesse.

L'exemple type concerne la commune de Rumonge qui fut la 1ere commune au Burundi qui compte beaucoup de projets utilitaires et très chers. Nous n'oublions pas non plus d'autres communes où se construisent des maisons, des centres de santé, des écoles, des adductions d'eau, etc.

## Militants de l'UPRONA

Le 13.09.1992. dans cette même commune de Rumonge, les dirigeants du parti FRODEBU ont osé affirmer que 30 ans après son accession à l'indépendance, le Burundi vit toujours dans le brouillard et la nuit, le mépris, l'injustice l'égoïsme et l'oppression. Militants de l'UPRONA ne comprenez-vous pas que c'est une honte ? Est-il vrai que l'indépendance ne vous a rien apporté ? Y'a-t-il un vrai patriote qui souhaiterait ramener la période féodale et colonialiste où le paysan devait donner gratuitement des coqs et du beurre ? Ces dirigeants du FRODEBU nous ont montré clairement qu'ils souhaiteraient que le pays soit sans gouvernant, de la zone au plus haut niveau. Pensez-vous alors que ces gens veulent vraiment le bien pour le *Burundi* ? Bien sûr que non. On devrait plutôt les suivre de près.

Parce que la démocratie véritable recherche le bien de tous les habitants du pays, sans exclusion, sans laisser personne en arrière. En clair les gens du FRODEBU n'ont pas encore compris que la démocratie ne consiste pas à salir les autorités afin d'occuper leurs sièges. Ils devraient attendre les élections qui seront le véritable thermomètre. A ce moment celui qui aura perdu les élections devra se soumettre au verdict des urnes, respecter la loi et la constitution.

J'aurais beaucoup d'exemples mais je me contenterais d'un seul cas. Un jeune homme de la commune Magamba, un pseudo-intellectuel, a frappé son papa parce que ce dernier n'était pas de son parti. Pourtant ils sont du même sang.

Nous avons espéré que le multipartisme nous aidera sur la voie du progrès ! Hélas, non ! Nous disons donc halte à tous ceux qui usent de la force alors qu'ils n'ont pas raison. Quel était donc le tort de ce pauvre papa ? Militants de l'UPRONA, nous vous exhortons à rester vigilants parce que les fauteurs de troubles sont de toutes sortes et on les reconnaît de plusieurs façons. Voyez vous-mêmes ces incendies qui ravagent les plantations d'arbres de l'Etat et des particuliers.

Peut-on dire que les individus qui allument ces incendies nous veulent du bien ? Pensez-vous que ces criminels planteront d'autres arbres ? Jamais. Parce que s'ils nous voulaient du bien ils planteraient beaucoup d'autres jusqu'à couvrir toutes nos montagnes d'arbres.

## Militants du parti UPRONA

Les divisions, la corruption, le mensonge sont des pièges que notre parti a évités en 1962. D'où cette grande victoire qui nous a valu l'indépendance. Et dans quelques jours nous allons célébrer la victoire de l'UPRONA ! Venez nombreux, petits et grands, hommes et femmes, pour soutenir encore cette grande victoire, la paix et l'unité, et nous souvenir de *Rwagasore*<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Fils du roi Mwambutsa, fondateur du parti UPRONA et assassiné le 13 octobre 1961

Nous avons pu éviter ces pièges parce que nous étions unis au sein de l'UPRONA : les Hutu, les Tutsi et les Twa. Si nous restons également unis, nous l'emporterons pour la paix ! Quant au parti qui divise les Barundi, il s'éteindra comme ses prédécesseurs.

Vive la paix et le parti UPRONA.

## ANNEXE IV.2

### **Message du Front des Patriotes :**

#### **Coup de force du FRODEBU et naufrage de la démocratie au Burundi**

*Ayant refusé la démocratie, l'UPRONA ne pouvait évidemment pas accepter le résultat des urnes qui ne lui était pas favorable. Avant même de voir comment les nouvelles autorités exerceront leur pouvoir, le verdict tombe. Puisque le Président Buyoya n'a pas annulé les élections, la main criminelle frappera pour ramener l'ordre ancien.*

Le processus démocratique burundais avait des raisons d'être cité en exemple par son rythme mesuré et la large concertation des populations jusqu'au jour où, pour des calculs politiques finalement mal éclairés Pierre Buyoya décide d'agréer un parti tribaliste en violation de la Charte de l'Unité Nationale et de la Constitution. Buyoya a cru naïvement qu'il suffisait d'amener à la vie légale un parti extrémiste pour le transformer et lui faire abandonner son idéologie. Le scrutin du 1er juin 1993 vient de prouver l'erreur d'analyse car pour réussir son coup de force le FRODEBU a surtout eu recours aux méthodes clandestines qu'il maîtrise parfaitement :

- l'infiltration de l'UPRONA et de l'appareil administratif
- l'intoxication de l'opinion
- la manipulation des masses par des messages simplistes et la corruption des leaders locaux
- l'utilisation des marginaux pour certaines opérations criminelles de tricherie d'intimidation, d'assassinats et de viol des consciences.

La victoire volée aux élections présidentielles est due à la conjonction de trois facteurs: la campagne ethnique réduisant les élections à un duel entre un Tutsi et un Hutu, le terrorisme sur les masses rurales menacées des pires exactions en cas de refus de voter pour Melchior Ndadaye et les nombreuses tricheries au moment du vote qui n'ont été possibles que grâce à la complicité de nombreux administratifs et mandataires de l'UPRONA. La défection de ces derniers, soit par réflexe ethnique, soit suite à la corruption ou à l'irresponsabilité frustrée à l'UPRONA les preuves à conviction utiles dans un procès mais il reste vrai que l'UPRONA est en droit de recourir à la Cour Constitutionnelle pour les motifs de propagande ethnique et de terrorisme contraires à la Charte de l'Unité et à la Constitution, et secondairement pour les cas de tricherie prouvées qui ne sont que la partie visible d'un Iceberg.

Au-delà du juridisme, il convient d'abord d'appeler les choses par leur nom :

1. il n'y a pas eu élection mais recensement ethnique; il n'y a pas de verdict populaire, il y a un coup de force d'un parti mi-légal mi-clandestin, qui a fait main basse sur l'Etat avec la complicité de certains dignitaires et agents du même Etat

2. face à une telle situation, les scrupules du Gouvernement Buyoya à annuler les élections relèvent tantôt de la trahison, tantôt d'un angélisme déplacé, car les risques que court la Nation sont autrement plus graves que les éventuels défauts formels qu'entraînerait cette annulation.
3. aucun principe moral ne justifie qu'on abandonne le pays à l'équipe de bandits parce qu'on admire leurs capacités techniques à violer l'Etat et la Nation, pas plus qu'aucun principe moral ne peut servir de prétexte à accepter la déchéance d'une vieille Nation, qui se transformerait de facto en une juxtaposition de trois ethnies ayant rompu le pacte qui les unissait.

Par ailleurs, rien ne permet d'espérer qu'un parti tribaliste et putschiste comme le FRODEBU (on se rappelle son attachement à la formule conférence nationale), assurera par enchantement les responsabilités nationales de façon à accepter les garde-fous (Charte et Constitution) qu'il a toujours décriés et les lois qu'il traitait de "scélérates".

Donc accepter le fait accompli du FRODEBU revient à institutionaliser la fin de la Nation et le retour à l'Etat-tribu qu'on avait dépassé depuis des siècles, et d'autoriser les dérapages les plus inouïs allant du chaos au fascisme en passant par le génocide et la recolonisation.

Face à ces enjeux, les forces démocratiques sont fondées :

1. de protester énergiquement contre le coup de force du FRODEBU qui a utilisé la campagne ethnique, le terrorisme et les fraudes électorales, et de rappeler au monde que le nouvel élu n'a pas de légitimité nationale et ressemble fort à un chef de Tribu.
2. de prendre à témoin l'opinion nationale et internationale face au viol perpétré par le FRODEBU qui diffère d'une conquête des coeurs, et de condamner l'irresponsabilité du Gouvernement qui accepte la mascarade, après avoir permis sa réalisation par son laxisme et ses complaisances à l'égard des crimes antérieurs du FRODEBU et du PALIPEHUTU.
3. de réclamer l'annulation pure et simple des élections présidentielles ethnisées et le report des élections législatives parce que le climat ne s'y prête pas.
4. d'exiger la mise sur pied d'un cadre de large concentration pour décider de la gestion du pays dans l'attente de nouvelles élections générales, mais dans le strict respect de la Charte de l'Unité et de la Constitution.

Le peuple burundais dans son fort intérieur croit toujours à l'Unité et à la démocratie véritable, et est capable d'un sursaut national, si du moins la classe politique cesse de le violer et si le Gouvernement a le courage de punir les abus.

Vive le Burundi Uni et Prospère,

Bujumbura, le 7 juin 1993

-LE FRONT DES PATRIOTES

ANNEXE IV. 3

**“Tu es une puanteur”**

*Plutôt mourir que d'être gouverné par un Hutu, clament les extrémistes Tutsi. Et pendant qu'on aigüise l'arme du crime physique, tout est mis en oeuvre pour détruire la victime psychologiquement de la manière la plus lâche qui soit. Le tract que voici, dont la violence et la vulgarité n'ont pas d'égal, en donne l'exemple. Bien que daté du 14 septembre 1993, ce document a été rédigé et envoyé au Président Melchior Ndadaye en juillet, soit quelques jours seulement après sa prestation de serment.*

REPUBLIQUE DU BURUNDI

Gitega, le 14.09.1993

Monsieur le Président  
de la République du BURUNDI

Monsieur le Président,

Baca umugani mu kirundi ngo intibagira ntibana, kandi ngo ukora ikibi ugasanga wacikoreye, mu misi iheze sinzi ikinyamakuru canditse ngo ejo yari MBONIMPA UYU MUSI NI NGEZE, none nawe uyu musu ni KINYAMWANIRA NDADASHWE MERIKIRIKROME NDADAYE ariko ejo n'uwundi ntugire ngo uriko urabagirira iciza aho uza uravundurura mu myobo yose n'abatazi gusoma unyikiza abatutsi ubanyikira hasi nk'ivu batsindagira ngoya tu hanyuma ukanana nkinyanana ngo uburundi bushasha vuga uti uburundi busha uragasha munyo wambwa y'umuhutu uzopfa unuka igikakwe ubuzima bwawe bwose aho mushaka quhonya ubwoko bumwe ntabwoko buhona ugira ka kandi ko mu 72 ntaho karaja erega ntugire ngo nibake aho bariko barakuraba wa muhimbiro we ikizi ni twebwe uriko urakwegera mbe KINYAMWANIRA aho bakubwira ngo umutekano ntawo ukavuga ngo ni MPORONA ubwo wewe ntasoni bigutera kubona imva zabantu zisigaye ziba hejuru mu BURUNDI BUSHA ubwo ntasoni aho uraja ngaho ukarekura amabinga NAGASU UMENGO URI UMUSAKANYIKA UBESHA ngo amahoro ariho kuko ufise abasoda bakurarira ndaguhaye umwaka umwe, mbe woba uzi urupfu rwa KAYIBANDA ingene rwagenze urabaza kigingi HAVYARIMANA, ushaka umututsi azoza kugufukamira ntaho vyigeze biba atari BIMAZUBUTE YITUTSUYE azopfa ari ikimaramare ntawundi mugabo ico nshima nuko twese aho duhurira ari ukuzimu kumwe, hewe muri propagande wavuga ngo agateka ka muntu gusabikanya none ga umuhutu atasheguye ngo ate ibara nka MBUNDAGU Vestine canke umuhutu abayabaye canke wa mututsi ntaco azopfa afashe iwawe mbega wa mbwawe ko wewe bari baragutayeko nuko warekura amabinga aho urekura inda umengo urwaye urusina, gerageza urwanire agateka kazina muntu ahandi ho birakubanye amazi nayo umuhutu azopfa akorera umututsi imyaka n'iyindi.